

Editorial

Evasion fiscale internationale et pauvreté
Mike Lewis

La libéralisation financière et l'idéologie économique dominante ont favorisé la prolifération de paradis fiscaux et de mécanismes permettant aux grosses fortunes et aux multinationales d'échapper à leurs responsabilités envers les Etats. Pour le Sud, les effets de l'évasion et de la fraude fiscales sont désastreux. L'alternative réside dans la coopération internationale face au détricotage des systèmes de redistribution de l'impôt.

Evasion fiscale et mondialisation

Paradis fiscaux, argent sale et marché global
John Christensen

Contrairement à l'idée induite par le terme « offshore », la plupart des paradis fiscaux dépendent directement des principaux Etats membres de l'OCDE. Le système permet aux riches et aux transnationales d'échapper à l'impôt, facilite la fuite des capitaux du Sud vers le Nord, encourage la fraude, enrayer le développement et augmente les inégalités. La justice fiscale passe par la coopération internationale.

Evasion et concurrence fiscales dans un monde globalisé
Sony Kapoor et John Christensen

Accélérateur du processus de mondialisation et de libéralisation des marchés, le double phénomène d'évasion fiscale – auquel s'adonnent riches particuliers et multinationales – et de concurrence fiscale – auquel Etats du Nord et du Sud sont amenés à se livrer – creuse les inégalités et dépossède les autorités publiques de moyens de lutte contre la pauvreté. Le concept de responsabilité sociale des entreprises n'acquerra de sens qu'étendu à la question de la fiscalité.

Évasion fiscale et financement du développement
Alex Cobham

La mobilisation des recettes publiques est un facteur essentiel dans le financement durable du développement. L'évasion et la soustraction fiscales, responsables de pertes annuelles estimées à 385 milliards de dollars pour les pays du Sud, constituent dès lors un enjeu plus important qu'un accroissement même significatif de l'aide au développement, surtout lorsque celle-ci s'accompagne d'une exigence de libéralisation totale du commerce...

Légitimation par la mondialisation de l'idée de taxe internationale
Peter Wahl

Mécanisme de financement public et instrument de régulation potentiels, le projet d'une fiscalité à l'échelle internationale, au-delà donc des cadres nationaux, pourrait pour le moins questionner certaines pratiques de secteurs bénéficiaires de la mondialisation néolibérale et réhabiliter la souveraineté démocratique. Manque encore la volonté politique réelle de passer aux actes. Des avancées ont toutefois déjà pris forme.

Gagnants et perdants de l'injustice fiscale au Sud

Brésil : un système d'injustice fiscale à réformer
Unafisco Sindical, Forum citoyen brésilien et François Gobbe

La législation fiscale brésilienne actuelle, héritée des réformes de l'ex-président Cardoso, se montre très généreuse à l'égard des revenus du capital et nettement moins à l'égard des travailleurs. La majeure partie des impôts frappe la consommation et donc d'abord les catégories sociales à faible pouvoir d'achat. Pour respecter le principe d'égalité devant la fiscalité inscrit dans la Constitution, la capacité contributive doit être utilisée comme critère de progressivité de l'impôt.

Quelle responsabilité sociale de l'industrie minière au Chili ?
Manuel Riesco

Certaines pratiques financières de l'industrie minière au Chili nuisent au développement social, économique et écologique du pays. Elles sont favorisées par les politiques d'inspiration néolibérale, permissives sur le plan fiscal et ne soumettant l'exploitation des ressources naturelles à aucune redevance. Pour devenir réalité, la responsabilité sociale des entreprises doit d'abord passer par le paiement des impôts.

Contre le siphonnage de l'Afrique par la justice fiscale
Alvin Mosioma

Réduire l'évasion fiscale et la fuite des capitaux est un défi de taille pour l'Afrique, mais pas insurmontable. Il passe par des mesures internationales contraignantes qui s'attaquent au système financier global et au siphonnage du continent. Il suppose des fiscalités locales plus équitables et mène à la mobilisation des recettes publiques pour le développement.

Evasion fiscale, fuite des capitaux et pauvreté au Nigeria
Owolabi M.Bakre

Dans un contexte de libéralisation des échanges internationaux, la « collaboration » entre transnationales pétrolières prédatrices, élites locales corrompues et bureaux d'audit achetés s'impose au Nigeria comme le principal ressort de la fraude, de l'évasion fiscale et de la

fuite des capitaux qui privent le pays d'importantes ressources dont sa population et ses services publics ont pourtant le plus grand besoin.

Stratégies de l'Afrique du Sud face à la fraude fiscale : perspective théorique
Maeve Kolitz et Sheila Killian

La fraude fiscale représente une perte importante pour le trésor public dans la plupart des économies développées et en voie de développement. L'Afrique du Sud post-apartheid puise dans le panel des solutions théoriques pour faire face au problème : sanctions, arrangements, amnisties, dénonciations publiques, sollicitation à l'éthique des contribuables...

Pillage de l'Afrique : faits et chiffres
Tax Justice Network for Africa

Fuite des capitaux, évasion et fraude fiscales, infrastructure offshore de la corruption, blanchiment des bénéfices des sociétés, combines des multinationales pour éviter l'impôt..., les mécanismes du déficit fiscal de l'Afrique sont connus et partant, les causes de la pauvreté. Tous les ans, quelque 30% du PIB de l'Afrique subsaharienne sont ainsi siphonnés. L'actif du continent à l'étranger dépasse dès lors son passif, sa « dette ».

Glossaire de la fiscalité